

Les Canadiens doivent se préoccuper de leur indépendance économique car aussitôt que les autres pays sont aux prises avec des problèmes, une des véritables conséquences, si le contrôle de son économie lui échappe, est que cette situation de filiale est la première à en souffrir. Nous le constatons dans le cas des États-Unis. Lorsque nos voisins accusent un déficit commercial ou souffrent de chômage, les industriels américains mettent au second plan leurs intérêts au Canada. C'est, bien entendu, une réaction naturelle.

Si nous voulons résoudre à long terme certains de nos problèmes d'ordre industriel et commercial, le Canada devra s'assurer une indépendance économique. Il lui faudra être indépendant pour se lancer dans la recherche et le développement, créer plus d'emplois et effectuer plus de recherches pour stimuler, espérons-le, l'expansion industrielle au Canada. C'est, à mon avis, le véritable problème auquel il faudra faire face dans les années à venir si l'on veut que le Canada soit réellement une nation dans quelques années.

Lorsque je pense à l'avenir, ce qui m'inquiète le plus, c'est la somme d'argent que l'on empruntera peut-être sur les marchés étrangers de l'argent pour mettre au point certains projets dans notre pays. Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources parle d'emprunter quelque 115 milliards de dollars d'ici la fin du siècle. Ce montant de 115 milliards serait affecté à divers projets, savoir la mise en valeur des sables bitumineux, les grands travaux de la baie James et les autres projets de construction de centrales électriques, de pipe-lines, tels celui de la vallée du Mackenzie et ainsi de suite. Que peut signifier un emprunt de 115 milliards de dollars? Ma foi, c'est un emprunt qui aura des conséquences incalculables sur l'économie canadienne. Si l'on prend une telle décision, tout l'argent emprunté servira à donner à l'économie une expansion du genre de celle qui nous a déjà causé tant de difficultés, une économie non fondée sur la transformation des ressources de notre pays et la fabrication de nos propres produits mais une économie qui appartiendra de plus en plus à des capitaux étrangers.

● (1630)

Si nous empruntons ces montants d'argent à l'échelle nationale, ou à l'échelle provinciale dans le cas du Québec à propos du chantier de la Baie de James ou dans le cas de toute autre province, il en résultera probablement une hausse de la valeur du dollar canadien, ce qui rendra encore plus difficile la vente de produits d'exportation à l'étranger, qu'il s'agisse de produits agricoles ou de produits manufacturés. Il s'ensuivra une hausse du chômage dans notre pays et une aggravation des problèmes du genre de ceux que nous connaissons déjà. Bien plus, je mets vraiment en doute la nécessité de nous endetter dans une aussi grande mesure pour mettre en œuvre des réalisations grandioses comme le chantier de la Baie de James ou les pipe-lines dont on parle maintenant pour le Nord du Canada.

C'est là le genre d'orientation que l'on imprime à notre pays, non pas parce que notre peuple peut ou désire entrer dans cette voie mais parce que de puissantes sociétés multinationales jugent bon d'emprunter de l'argent, d'explorer ces ressources et de les vendre, sans aucun égard pour le peuple canadien ni pour la planification de l'avenir de notre pays, le Canada. Cela constituera un réel problème pour l'avenir.

Si nous commençons à emprunter de telles sommes, nous aurons aussi de la difficulté à diversifier nos échanges.

Subsides

Nous mettons déjà tous nos œufs dans le même panier, celui des États-Unis. Nous subirons très rapidement les contrecoups des difficultés de ce pays. Je crois que l'un de nos objectifs devrait être de chercher sérieusement à diversifier nos échanges. Il nous faudra pour cela faire preuve de prévoyance et de courage. Les États-Unis sont une nation très puissante qui demeurera, bien entendu, notre associé commercial le plus important, mais ils ont leurs propres problèmes, tout comme la Communauté économique européenne. Nous devons donc chercher à établir des liens avec les régions du monde qui répondront à nos besoins.

Le Canada a presque tout, sauf un climat tropical et les produits cultivés dans ce climat. Nous avons donc intérêt à renforcer nos liens commerciaux avec les pays des Antilles ou avec l'Amérique latine, de façon que chacun y trouve son profit. Nous devons établir des liens commerciaux avec des pays qui nous complètent. C'est pourquoi je pense que nous devrions étendre considérablement notre commerce avec des pays comme Cuba. Il n'y a pas de raison pour que nous n'achetions pas du sucre et des agrumes des pays des Antilles et de l'Amérique latine plutôt que des États-Unis. Ce serait dans notre intérêt et aussi dans celui du pays que j'ai mentionné. Nous devrions en outre songer à étendre notre commerce avec la Chine. A mon avis, nous devrions consacrer plus de temps et d'effort à développer des échanges plus importants avec des pays comme la Chine. Il importe de le faire si, en tant que nation, nous voulons vraiment donner plus d'ampleur à notre commerce à l'avenir.

On a beaucoup parlé, au cours du débat actuel et d'autres débats, d'encouragements ou du manque d'encouragements. Je doute fort que le concept des encouragements offre une solution aux problèmes commerciaux. Vendredi dernier, nous avons entendu le ministre annoncer à la Chambre l'abandon du prélèvement à l'exportation qui devait frapper les sociétés au Canada. Les exportateurs s'en porteront d'autant mieux mais, à mon avis, les conditions du marché dans le pays pourront en souffrir du fait qu'on encourage ainsi les sociétés à détourner leur production du marché national vers le marché international. Il y a deux ou trois ans, on a permis aux sociétés de fabrication des amortissements considérables, et on a réduit l'impôt sur les sociétés. Malgré cela, notre balance des paiements est menacée de crise. Notre commerce de produits manufacturés a baissé radicalement.

Ce n'est pas en leur faisant des cadeaux avant toute réalisation que l'on stimule les sociétés. Rien ne prouve vraiment que les déductions fiscales accordées aux sociétés ont stimulé la fabrication. Je pense que les conservateurs ont faussé route, lorsqu'ils prétendent, comme l'a dit aujourd'hui le député de York-Simcoe que la solution consiste à offrir de plus en plus d'avantages et de déductions fiscales aux entreprises manufacturières. Ce qu'il nous faut plutôt, c'est une économie planifiée en fonction des besoins de tous les Canadiens et non pas en fonction des sociétés multinationales.

Il faudrait surtout viser à transformer les matières premières et les ressources avant l'exportation. Nous n'avons pas besoin d'une économie fondée sur l'exportation de matières premières juste pour gagner quelques dollars dans l'immédiat. Seul le gouvernement fédéral peut ouvrir la voie et nous offrir une économie basée sur la transformation des matières premières. Il nous faut une économie dans laquelle les Canadiens jouent un rôle plus important afin d'accroître l'indépendance du pays.